

ASSEMBLEE SECTORIELLE DES EFT ET DES OISP – 5 MAI 2009

Discours d'introduction des débats de Joël Gillaux, Président de l'Interfédé

« Je souhaiterais commencer par contextualiser notre action dans le cadre de la situation économique actuelle.

Notre secteur ne vit pas sur une île

2008 a vu le début d'une crise financière qui a entraîné une crise économique. On nous annonce une récession avec tout ce que cela entraîne comme conséquences sur les gens. Et cette crise risque de durer.

Mais, si la crise que nous connaissons aujourd'hui est d'une ampleur inédite, nous avons assisté à une succession continue de crises et ce, depuis plusieurs dizaines d'années. A titre d'exemple : la hausse des coûts pétroliers, l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Si la crise est mondiale, elle ne touche pas tout le monde de la même façon: elle frappe bien davantage les catégories les plus fragiles de la population.

Les économistes nous disent qu'elle provient d'une crise de confiance, d'une diminution du pouvoir d'achat, d'une baisse de la consommation, d'une diminution du crédit.

Frédéric Lordon, économiste français, écrit ceci : « la crise que nous connaissons n'est pas seulement un dérèglement financier, elle révèle les contradictions profondes d'un « capitalisme de basse pression salariale » dans lequel la croissance ne peut se maintenir que si elle est dopée au crédit, donc à l'endettement».

Bonne nouvelle, pour les personnes qui ont les huissiers à leur porte, ils découvrent que sans eux l'économie est en panne !

Ce que l'on entend par « sortir de la crise », c'est : il faut relancer l'investissement, relancer la consommation par la relance du crédit, ... Bref : « recréons les conditions d'avant la crise et la machine se remettra en route ». Au passage, il faut identifier les fautes, traîner des dirigeants devant la justice et, pour éviter que cela ne se reproduise, mettre en place des systèmes de régulation. L'Etat doit jouer un rôle régulateur.

Même s'il est utile, nécessaire, obligatoire d'apporter des solutions à court terme pour répondre aux besoins immédiats, on ne peut pas faire abstraction d'une réflexion de fond.

La crise dans laquelle la société est enlisée peut être une opportunité pour avancer dans une logique de changement, l'occasion de se remettre en question, de poser des alternatives. Entendons nous, il ne s'agit pas de se réjouir de la crise car aujourd'hui des gens en souffre.

On ne se trouve pas devant une crise conjoncturelle mais bien dans une crise structurelle. On est devant une crise du système. Une réflexion de fond sur les modes de production et de consommation, sur la relation à l'environnement s'impose. Cette réflexion doit se situer sur le moyen et le long terme. Est-il possible de croire que l'on pourra continuer à produire et consommer comme avant, que la croissance est illimitée ?

En tant que secteur, nous devons aussi nous questionner, nous interroger sur l'avenir. C'est un des rôles que nous nous sommes donnés.

Dans sa Charte fondatrice, l'Interfédération, et donc les fédérations, ont posé des choix clairs.

Nous avons réaffirmé notre rôle, notre volonté d'être acteur du changement de la société.

Nous voulons (je me permets de reprendre un petit passage de notre Charte, je cite) :

« Lutter pour la construction d'une société plus juste et solidaire qui respecte la liberté de chacun tout en garantissant les libertés collectives.

L'action de l'IF s'inscrit dans une logique de lutte contre les processus qui génèrent la disqualification et de la désaffiliation sociale.

Nous avons en commun la volonté de lutter contre les puissantes logiques de production des inégalités et des exclusions.

L'exclusion est pour nous un déni de droit et l'une des causes de la pauvreté.

Nous refusons l'esprit du néolibéralisme qui engendre de plus en plus d'exclusion niant ainsi le droit au travail d'un nombre grandissant de personnes.

Nous nous inscrivons dans une logique de production du changement social et pour un changement en profondeur.»

Dans ce cadre, que voulons nous ?

Nous voulons mettre la personne au centre de notre action.

Dès lors, l'individualisation du parcours de chacun, en fonction de ce qu'il est, de ce qu'il souhaite, de son rythme, est essentiel dans notre démarche. Même s'il s'agit d'un parcours individuel, nous voulons aussi le situer dans une démarche collective, notamment une démarche émancipatrice.

Mais nous voulons aussi tenir compte des réalités des personnes, prendre en compte la totalité de l'individu. Pas seulement les aspects directement liés à l'emploi, mais aussi des questions qui peuvent paraître annexes et qui pourtant sont essentielles dans le parcours et dans l'insertion de la personne, par exemple :

- La mobilité
- La garde des enfants
- La dimension culturelle

Il ne s'agit pas d'agir à la place de la personne mais bien avec elle. De la rendre autonome. Ce sont des démarches individualisées même si elles se déroulent dans un processus collectif.

Nous savons, et toutes les études le montrent, que c'est un processus long qui doit s'inscrire dans une relation de confiance. L'engagement dans une formation, et donc dans une démarche

de changement, doit être librement consenti si on veut qu'elle aboutisse. Malheureusement c'est de moins en moins le cas.

Je profite de l'occasion qui m'est donné pour **dénoncer la logique d'adressage** devant laquelle nous sommes confrontés notamment dans le cadre des appels à projet. La confiance entre les formateurs et les stagiaires est essentielle. Nous n'avons pas à collaborer à un dispositif de contrôle et de sanction. Ce n'est pas notre rôle et cela rendrait difficile voir impossible notre travail d'accompagnement.

L'Interfédération a comme objectif, nous l'avons rappelé dans notre Charte, la lutte contre toute forme d'exclusion qui est pour nous un déni de droit et l'une des causes de la pauvreté.

Nous sommes le secteur de l'insertion socioprofessionnelle. Et nous insistons sur les 2 parties du mot.

A côté d'une insertion professionnelle, nous visons également, à travers nos actions, l'émancipation de la personne, sa prise d'autonomie dans sa vie en général. Nous voulons aider les personnes à comprendre leur environnement, à savoir se débrouiller, à retrouver leur dignité.

Aujourd'hui, alors que l'emploi fait défaut, la primauté est mise sur l'insertion professionnelle à court terme mais il ne faut pas perdre de vue que cela a comme conséquence de stigmatiser les demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail. Pour les chômeurs, l'emploi est un moyen de s'insérer, de se sentir utile, de ne pas être des assistés. C'est un facteur d'insertion sociale. Mais dans une société où la responsabilité a été mise sur l'individu et n'est plus une responsabilité sociétale, cette situation de non-emploi renforce un sentiment de culpabilité, de honte, d'inutilité.

Ce ne sont pas les demandeurs d'emploi qui sont responsables du manque structurel d'emploi.

On met en avant des « pénuries d'emploi » alors qu'en fait, il s'agit plutôt de « pénuries d'employeurs ».

Dès lors, quel sens cela a-t-il de maintenir un plan d'activation des chômeurs avec sa philosophie de sanction ? Pour visualiser le plan d'activation, je prends souvent l'image d'un bocal avec des têtards à l'intérieur. Ce que demande le plan d'activation des chômeurs, c'est de s'agiter à l'intérieur. On ne leur demande pas de sortir du bocal, mais malheur à celui qui reste inerte. L'important est de prouver que l'on s'active.

Cela ne veut pas dire que nous sommes pour que rien ne se fasse. Nous sommes, et c'est un droit des personnes, **pour un plan d'accompagnement dans l'esprit DIISP**. Dispositif que nous souhaitons voir opérationnaliser dans sa logique de partenariat, dans l'intérêt des demandeurs d'emploi avec toutes les conditions que cela suppose.

Travailler dans cet esprit, c'est développer des projets d'une certaine durée qui prennent en compte la totalité de la personne. Là aussi, la logique des appels à projet va à l'encontre de cette demande et par ailleurs nous amène de plain-pied dans la logique de la marchandisation. Le travail d'insertion socioprofessionnelle devient un formatage aux emplois disponibles, l'orientation un travail de guidage en prenant de moins en moins en compte les aspirations individuelles.

Notre secteur a une place importante. Sans faire de l'autosatisfaction, **nous sommes importants par les actions que nous menons. Nous sommes importants pour les 15.000 personnes que nous avons accompagnées dans leur démarche.** Demain, nous serons encore plus importants car le nombre de personnes en difficulté, exclues, risque d'augmenter. Nous serons importants pour ces personnes avec lesquelles nous ferons un bout de chemin dans une perspective d'insertion sociale et professionnelle, dans une lutte contre leur exclusion.

Pour terminer, je voudrais pointer quelques **enjeux politiques.**

On constate que les choix politiques, tant à gauche qu'à droite, sont construits sur le principe de « il faut d'abord de la croissance économique, générer des plus values et avec celles-ci on pourra développer des politiques sociales ».

Or, on a pu le constater, la croissance a surtout permis d'augmenter les bénéfices pour rémunérer le capital et rarement pour développer un mieux être collectif.

Deux exemples m'ont récemment interpellé :

- Le premier lors d'une émission radio, il y a quelques semaines, j'ai entendu qu'une entreprise, dont j'ai oublié le nom, allait licencier une partie de son personnel car en 2008, ses bénéfices (je parle bien de ses bénéfices) ont diminué de 27 % par rapport à 2007. Cela suppose qu'elle a encore fait 73 % de bénéfices.

- Le second est Bernard Maris, économiste français, il écrivait ceci : « La richesse du pays est évaluée au travers du PIB. Dans un embouteillage, on crée de la croissance, car on consomme de l'essence, mais quand on apprend un poème à un enfant, on est improductif ».

Concrètement, les 280 kilomètres de bouchon cumulés tous les matins permettent d'augmenter le PIB et donc la richesse.

N'y a-t-il pas là une aberration, des questions à se poser ?

Il est temps, me semble-t-il, de réconcilier développement économique, politique sociale et mieux être collectif.

Reconnaître que mettre en place une vraie politique sociale c'est aussi contribuer au développement de la richesse d'un pays.

Dans 33 jours, nous allons voter pour les élections régionales, communautaires et européennes. C'est pour interpeller des candidats et le programme des partis mais aussi présenter nos revendications que nous sommes ici.

Ne nous trompons pas, les compétences régionales et communautaires comptent beaucoup lorsque l'on parle de développement. Que ce soit au travers de l'aménagement du territoire, de la politique du logement et de l'énergie, des services aux personnes, de la mobilité, de l'enseignement, et, bien entendu, de la formation. Ce seront, pour le futur gouvernement, toutes des opportunités de faire des choix politiques fondamentaux qui peuvent orienter de façon décisive l'économie et le modèle de croissance.

D'autant plus qu'avec la crise et cette nécessité de réponses à court terme, les gouvernements ont mobilisé des moyens importants. Or les moyens ne sont pas illimités. La prochaine majorité devra faire des choix

Nous voulons participer au débat et nous serons très attentifs aux choix qui seront posés.

Joël Gillaux,
Président de l'Interfédération